

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-22 du 7 juin 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le président Biden effectue une visite d'État en France
2. Les pays du Cadre économique indopacifique (IPEF) se réunissent à Singapour
3. L'USTR K.Tai dit partager avec R.Lighthizer le souhait de « changer » la politique commerciale
4. Les douanes américaines renforcent le contrôle de l'exemption de *minimis*

Climat – énergie – environnement

5. La Maison-Blanche publie de nouvelles stratégies pour faire progresser la gestion durable des océans
6. Le Département d'État américain publie une déclaration conjointe entre la France et les États-Unis sur leur partenariat bilatéral sur les énergies propres

Transport et infrastructure

7. La FAA maintient la pression sur Boeing pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions correctives relatives à la sécurité et à la qualité proposées par l'avionneur

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

8. Le groupe Disney obtient l'accord des autorités pour son projet d'extension à 17 Md\$ en Floride

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA propose un nouveau règlement pour mieux protéger les producteurs de volailles sous contrat d'intégration

Numérique et innovation

10. La FTC enquête sur la conformité aux règles de concurrence du partenariat entre Microsoft et Inflection AI

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le président Biden effectue une visite d'État en France

Invité par le président de la république française à participer aux célébrations du 80^e anniversaire du Débarquement en Normandie, le président Biden effectuera une visite d'État en France les 8 et 9 juin. D'après un communiqué [publié](#) par la Maison-Blanche, les échanges entre les présidents français et américain devraient notamment porter sur la mobilisation au profit de l'Ukraine des avoirs russes gelés au sein de l'Union européenne et aux États-Unis. Selon un article [publié](#) le 5 juin par Politico, les deux présidents pourraient également aborder les enjeux liés au risque de fragmentation de l'économie internationale. Le président Biden se rendra ensuite au sommet du G7, qui se tiendra du 13 au 15 juin à Fasano.

2. Les pays du Cadre économique indopacifique (IPEF) se réunissent à Singapour

La Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo et le négociateur en chef la Représentante américaine au Commerce (USTR) pour les questions agricoles, Doug McKalip, se sont rendus à Singapour du 3 au 6 juin pour une série d'événements et réunions liés au Cadre économique indopacifique (IPEF). Lors d'une réunion ministérielle, le 6 juin, les 14 pays membres de l'IPEF ont [signé](#) les accords sur les piliers « économie propre » et « économie juste » de l'IPEF, ainsi que l'« Accord sur l'IPEF », qui avaient été tous trois conclus à San Francisco en novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)]. Le communiqué [publié](#) par le Département du Commerce est également revenu sur les progrès réalisés ces derniers mois dans la mise en œuvre de l'accord sur le pilier « chaînes d'approvisionnement », conclu en mai 2023 et signé en novembre dernier. Il a notamment observé que six pays membres (Fidji, Inde, Japon, Corée du Sud, Singapour et États-Unis) avaient désormais officiellement ratifié cet accord et que deux pays, la Thaïlande et la Malaisie, avaient annoncé avoir déposé leurs instruments de ratification. Les pays membres de l'IPEF avaient aussi progressé dans le processus de désignation des officiels qui siègeraient dans les différentes instances créées par l'accord sur les chaînes d'approvisionnement et dans le développement de leurs listes respectives des secteurs critiques qui guideraient la mise en œuvre des dispositions de l'accord destinées à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. S'agissant des États-Unis, le 3 juin, le Département du Commerce a en effet [lancé](#) un appel à commentaires publics afin de guider ses travaux d'analyse des risques dans les chaînes d'approvisionnement aux fins d'établir une telle liste des secteurs critiques. Les commentaires publics des parties prenantes sur ces travaux sont attendus avant le 21 juin.

En marge de la réunion ministérielle s'est aussi [tenu](#), le 6 juin, le premier Forum d'Investissement dans l'Économie Propre de l'IPEF, qui a réuni 22 entreprises américaines et permis d'annoncer des

engagements financiers à hauteur de 23 Md\$ en faveur de projets d'infrastructures durables prioritaires dans la région.

Durant sa visite à Singapour, G. Raimondo s'est également entretenue en bilatéral avec plusieurs membres des gouvernements de pays membres de l'IPEF, dont le Premier ministre singapourien Lawrence Wong, qu'elle a [félicité](#) pour sa récente prise de fonctions.

Le négociateur en chef de l'USTR pour les questions agricoles, D. McKalip, s'est quant à lui entretenu avec le Secrétaire Permanent du Ministère du Commerce et de l'Industrie de Singapour, Gabriel Lim, avec lequel il a [discuté](#) des perspectives de renforcement de la coopération bilatérale au sein et au-delà de l'accord de libre-échange conclu en 2004 entre leurs deux pays.

3. L'USTR K. Tai dit partager avec R. Lighthizer le souhait de « changer » la politique commerciale

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai est [intervenue](#) lors d'une conférence organisée par le think tank Atlantic Council le 3 juin à Washington sur le thème de l'« avenir des échanges commerciaux entre l'Union européenne et les États-Unis ». Comme elle l'avait récemment fait dans le Financial Times [voir [Brèves sectorielles du 31 mai 2024](#)], K. Tai a à plusieurs reprises évoqué la construction du système de Bretton Woods durant et après la Seconde guerre mondiale, estimant notamment que l'échec de l'adoption de la Charte de l'Organisation internationale du commerce (OIC) et de ses principes de protection des travailleurs, de l'environnement et de la concurrence, avait contribué aux excès du libéralisme commercial des décennies suivantes. Affirmant que la Chine n'était « pas une démocratie » et « pas une économie capitaliste fondée sur le marché », K. Tai a appelé à réfléchir à la manière de « co-exister » avec ce pays et de s'« adapter » à une économie mondiale où il tenait une place aussi importante. Interrogée sur les difficultés rencontrées dans la relation commerciale transatlantique, K. Tai est revenue sur un commentaire exprimé par le Vice-Président exécutif de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, en marge du sommet UE-États-Unis de juin 2021, selon lequel ce qui était en jeu dans la réduction des tensions commerciales entre l'UE et les États-Unis était « le monde libre ». Elle a estimé que ce commentaire était encore plus vrai aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque, et qu'il fallait s'en souvenir lors de chaque interaction transatlantique. Interrogée par l'auditoire sur les différences d'opinion qui existaient entre elle et son prédécesseur au sein de l'administration Trump, Robert Lighthizer, K. Tai a indiqué qu'elle s'accordait avec l'ancien USTR s'agissant de la nécessité de « changer [l']approche de la politique commerciale » et de « reconnaître que le monde [était] différent et que les bénéfices [des échanges commerciaux n'étaient] pas assez inclusifs ». Elle a également estimé que s'agissant de la relation avec la Chine, R. Lighthizer et elle partageaient nombre de « diagnostics ». La différence la plus évidente observée par K. Tai avec son prédécesseur résidait selon elle dans la « rhétorique » et dans

l'attachement du Président Biden à l'« internationalisme » et aux « partenariats ».

4. Les douanes américaines renforcent le contrôle des marchandises bénéficiant de l'exemption de *minimis*

À travers un communiqué publié le 31 mai, le directeur général des douanes américaines Troy Miller a [indiqué](#) que des mesures seraient mises en œuvre pour « assurer la conformité et minimiser l'exploitation des petites marchandises » dans le cadre de l'exemption de *minimis*, permettant d'affranchir de droits et contrôles douaniers les importations dont la valeur est inférieure à 800 \$. Ces nouvelles mesures prévoient notamment de renforcer la mise en conformité avec les réglementations douanières des courtiers, transporteurs et entreprises participant au contrôle par voie électroniques des marchandises dans le cadre du programme Entry Type 86, actuellement déployé pour les marchandises bénéficiant de l'exemption de *minimis*. Cette exemption, destinée à favoriser la circulation des marchandises sur le territoire américain, fait l'objet d'une vigilance accrue de la part du Congrès, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la loi contre le travail forcé ciblant les biens originaires de la région chinoise du Xinjiang (Uyghur Forced Labor Prevention Act). Le Président du sous-comité du Commerce de la Chambre des représentants, A. Smith (R-Nebraska), avait ainsi manifesté sa volonté de modifier le seuil de la réglementation de *minimis* à l'occasion d'une conférence de la Washington International Trade Association en février dernier [voir [Brèves sectorielles du 23 février 2024](#)].

Brèves

- Le 31 mai, le président de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre, J. Moolenaar (R-Michigan), ainsi que 11 représentants républicains ont [adressé](#) une lettre à la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen afin de lui enjoindre d'ouvrir une enquête concernant 6 entreprises chinoises accusées d'apporter un soutien à l'Iran. Le président J. Moolenaar (R-Michigan) et le *ranking member* R. Krishnamoorthi (D-Illinois) de cette commission spéciale ont également [adressé](#) une lettre au directeur du FBI et à la directrice du renseignement national américain (DNI) afin de les inciter à ouvrir une enquête sur la société chinoise GenScript Biotechnology, pour rendre compte des « liens entretenus par l'entreprise avec le parti communiste chinois et déterminer les conséquences de ces liens pour la sécurité nationale américaine ».
- Le 31 mai, le Président Biden a [annoncé](#) son intention de nommer Shawn Fain, Président du syndicat des travailleurs du secteur automobile United Auto Workers, et Brian Bryant, Président de l'International Association of Machinists and Aerospace Workers, au President's Export Council (PEC),

instance créée en 1973 ayant pour mission de conseiller l'exécutif sur les questions de promotion des exportations américaines.

- Le 31 mai, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de 4 entités accusées de fournir des équipements pour la fabrication de drones iraniens, utilisés par la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine.
- Le 6 juin, le Bureau de l'USTR a [publié](#) un communiqué résumant les activités qu'il avait entreprises dans le cadre de la consultation publique lancée en mars dernier sur la résilience des chaînes d'approvisionnement [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#)]. Le Bureau de l'USTR a précisé avoir entendu 84 témoignages lors des différentes auditions publiques organisées au cours du mois de mai à Washington (D.C.), Saint-Paul (Minnesota), New York (New York) et virtuellement, et a indiqué qu'il avait reçu près de 300 commentaires publics adressés par diverses parties prenantes, y compris des syndicats, des ONG, des think tanks, des entreprises et des gouvernements étrangers.
- Le 6 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le groupe de narcotrafic équatorien Los Lobos ainsi que son principal dirigeant.
- Le 6 juin, le Département d'État américain a [sanctionné](#) le groupe de militants palestiniens Lion's Den, accusé d'avoir pris part à des actions violentes dans la région de Naplouse.

Climat – énergie – environnement

5. La Maison-Blanche publie de nouvelles stratégies pour faire progresser la gestion durable des océans

Le 3 juin, la Maison-Blanche a [annoncé](#), à l'occasion du mois national de l'océan, la publication de trois nouvelles stratégies pour la conservation et la protection des océans. L'objectif annoncé est d'agir pour relever les défis qui menacent l'avenir de l'océan, notamment la surpêche, le réchauffement dû au changement climatique, l'augmentation de l'acidité due aux émissions de carbone et la perte de biodiversité.

La [première stratégie](#) est appelée « Stratégie nationale américaine pour une économie durable des océans ». Elle a pour objectif de guider les politiques américaines sur les océans pour allier la conservation des écosystèmes, la résilience des communautés et un développement économique durable.

La [deuxième stratégie](#), la « Stratégie nationale pour la biodiversité des océans », vise à développer et utiliser les informations sur la biodiversité pour aider à protéger et à conserver les écosystèmes marins et à maximiser les avantages de l'océan pour les populations.

La [troisième stratégie](#) a pour objectif de faire progresser les technologies d'ADN environnemental (eDNA) pour les rendre rapides, peu coûteuses et efficaces pour comprendre la vie dans l'océan et son évolution. Analyser l'ADN d'un plan d'eau pour identifier les espèces présentes serait, selon la communication de la Maison-Blanche, plus efficace que de réaliser des recensements traditionnels de différentes espèces.

6. Le Département d'État américain publie une déclaration conjointe entre la France et les États-Unis sur leur partenariat bilatéral sur les énergies propres

Le 29 mai, le Département d'État américain (DoS) a [publié](#) une déclaration conjointe de la France et des États-Unis sur le partenariat bilatéral pour les énergies propres, dont la troisième réunion de haut niveau s'est tenue le 22 mai à Paris. La déclaration revient sur plusieurs enjeux abordés par les deux pays, notamment la sécurité énergétique dans le contexte de la guerre en Ukraine, le travail commun pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et la coopération en matière de minéraux critiques. Les deux parties se sont félicitées des échanges qui ont eu lieu depuis la dernière réunion de haut niveau, notamment dans les domaines du captage et du stockage du CO₂, de l'hydrogène et des matières premières critiques. Reconnaisant les possibilités qu'offre le partenariat de poursuivre les discussions et de faire émerger de nouveaux domaines de collaboration, les deux parties se sont prononcées en faveur d'une coopération bilatérale axée sur l'hydrogène natif, la décarbonation de l'industrie, les réseaux électriques et la flexibilité de ceux-ci.

Brèves

- Le 4 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les prix du gaz naturel aux États-Unis avaient connu une bien moins forte volatilité en 2023 qu'en 2022. Les prix de gros du gaz naturel aux États-Unis ont été particulièrement volatils en 2022 en raison notamment de l'incertitude causée par l'augmentation de la demande européenne de gaz naturel liquéfié (GNL) à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février et de l'explosion sur le terminal d'exportation de GNL de Freeport en juin.
- Le 5 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) les premiers projets sélectionnés dans le cadre de son initiative « Cleanup to Clean Energy ». Ce projet vise à la reconversion de terres fédérales appartenant au DoE et auparavant utilisées en partie pour des projets de nucléaire militaire, afin d'y implanter des sites de production d'énergie propre. Deux projets sont mis en avant par le DoE. NorthRenew Energy Partners propose d'installer des panneaux photovoltaïques ainsi que des batteries de stockage pour produire plus de 300 MW d'électricité. Spitfire propose d'installer des

panneaux photovoltaïques ainsi que des batteries de stockage pour produire 100 MW d'électricité.

Transport et infrastructure

7. La FAA maintient la pression sur Boeing pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions correctives relatives à la sécurité et à la qualité proposées par l'avionneur

Le 30 mai, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) a [annoncé](#) poursuivre sa politique de surveillance étroite de l'avionneur Boeing, mise en place à la suite de l'incident du 737-MAX d'Alaska Airlines survenu le 5 janvier dernier.

En février, la FAA avait accordé 90 jours à Boeing pour établir un plan d'action visant à fixer de nouvelles exigences et revoir complètement sa culture d'entreprise en matière de sécurité. Ce plan d'action devait notamment prendre en compte les résultats de l'[audit spécial](#) finalisé début mars par la FAA, ainsi que les conclusions du [rapport d'experts](#) publié fin février. La FAA avait également exigé de Boeing la mise en place d'un « système de gestion de la sécurité » (Safety Management System – SMS) permettant l'identification et la gestion des risques selon une approche structurée, répliquable et systématique.

Le plan d'action soumis par Boeing comprend notamment les mesures suivantes, pour lesquelles la FAA requiert un suivi détaillé :

- Le renforcement du système de gestion de la sécurité concernant notamment la remontée d'alertes par les employés ;
- La simplification des processus et des procédures et la clarification des instructions de travail ;
- L'amélioration du contrôle des fournisseurs ;
- L'amélioration de la formation des employés et de la communication dans l'entreprise ;
- L'amélioration des audits internes du système de production.

L'administration indique qu'elle exercera un suivi et un examen actifs des progrès réalisés par Boeing de plusieurs façons, dont :

- La constitution d'une équipe d'experts de la FAA chargée d'évaluer l'avancement et l'efficacité des mesures correctives ;
- La programmation de rencontres hebdomadaires entre la FAA et Boeing afin d'examiner les indicateurs de performance, les progrès réalisés et les éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan d'action ;
- L'élaboration de bilans mensuels.

La FAA a également annoncé poursuivre sa surveillance accrue de Boeing et de ses fournisseurs, notamment par un renforcement des inspections et des audits des processus de production chez Boeing et

Spirit AeroSystems ainsi que par l'organisation de consultations auprès des employés.

Parlant d'« un changement systémique (...) pas facile mais absolument nécessaire dans ce cas », l'administrateur de la FAA Mike Whitaker a déclaré que « [la FAA] demanderait des comptes à [Boeing] tout au long de ce processus pour s'assurer que les changements soient effectifs ».

Brèves

- Le 31 mai, le Département des Transports a [mis en ligne](#) un comparateur des avantages offerts par les différentes compagnies aériennes américaines aux militaires américains et leurs familles. Faisant suite à une lettre ouverte publiée le 4 avril par le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg appelant les compagnies à accroître ces avantages, ce comparateur comprend notamment les frais d'annulation ou de modification de vol pour raison professionnelle, ainsi que la gratuité des bagages en soute.

Industrie

Brèves

- Le 5 juin, la gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer (D) a [annoncé](#), lors d'un déplacement à Washington, un investissement de 10 M\$ pour l'initiative Michigan Semiconductor Talent and Technology for Automotive Research (MSTAR), créée en 2023 en partenariat avec le secteur privé et le réseau éducatif de l'État du Michigan. Cette nouvelle enveloppe doit permettre de développer les formations universitaires et professionnelles à destination de l'industrie des semiconducteurs destinés à l'industrie automobile. La gouverneure a déclaré vouloir renforcer cette initiative via l'obtention de subventions fédérales supplémentaires, MSTAR étant éligible aux subventions prévues dans le cadre du CHIPS Act pour le volet formation.
- Le 5 juin, Air Liquide a [annoncé](#) la signature d'un contrat avec l'entreprise de semiconducteurs Micron Technology pour fournir leur nouvelle usine dans l'Idaho en gaz industriels critiques. Air Liquide va investir 250 M\$ pour la construction de cette nouvelle unité de production, qui devrait être opérationnelle d'ici fin 2025. Cet investissement intervient dans le cadre d'un vaste plan d'investissement de Micron de 100 Md\$ entre l'État de New York et de l'Idaho pour la création de cinq usines [voir [Brèves sectorielles du 26 avril 2024](#)], pour lequel l'entreprise a bénéficié d'une subvention fédérale de 6,1 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act.

Distribution et divertissement

8. Le groupe Disney obtient l'accord des autorités pour son projet d'extension à 17 Md\$ en Floride

Le 5 juin, le Central Florida Tourism Oversight District (CFTOD), organe de contrôle du tourisme en Floride, a [donné](#) son accord à l'unanimité pour le projet de développement du groupe Disney qui prévoit la création d'un cinquième parc à thème au sein de son complexe Disney World à Orlando. Le projet d'expansion de Disney prévoit un investissement d'environ 17 Md\$ sur les dix à vingt prochaines années à Disney World sur 10 000 hectares de surface. Cet accord avec le CFTOD fait suite à une bataille judiciaire initiée en 2022 entre le gouverneur de Floride, Ron DeSantis (R), et l'ancien CEO du groupe, Bob Chapek. Ce nouvel accord engage le groupe Walt Disney à réaliser la moitié des dépenses liées au projet auprès d'entreprises basées en Floride, ainsi qu'un investissement décennal de 10 M\$ en faveur de logements abordables. Cet investissement fait partie de la stratégie annoncée en septembre par le groupe de doubler les moyens pour ses parcs à thèmes et croisières, avec un plan d'investissement de 60 Md\$ sur 10 ans. En 2023, le groupe Walt Disney a réalisé 88,9 Md\$ de chiffre d'affaires, dont 32,5 Md\$ par sa filiale Disney Parks.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA propose un nouveau règlement pour mieux protéger les producteurs de volailles sous contrat d'intégration

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) une proposition de règlement visant à revoir le système de rémunération communément appelé « système tournois » pour les éleveurs de volailles ainsi que la réglementation liée aux investissements (bâtiments, installations, etc.) exigés des éleveurs dans certains contrats d'intégration.

Le système d'intégration actuel repose sur un contrat entre le producteur et l'intégrateur, qui prévoit un paiement de base fixe en fonction du poids vif de viande produite. Cependant, l'USDA considère ce système inéquitable, car il met en concurrence les éleveurs d'une même région en pénalisant les moins productifs en leur versant une rémunération inférieure à celle stipulée dans le contrat et en récompensant les plus performants par une prime financée par les pénalités imposées aux premiers. De plus, l'USDA a considéré comme fondées les préoccupations des producteurs quant à l'opacité des demandes d'investissements en capitaux que les intégrateurs leur imposent dans le cadre de ces contrats.

La nouvelle proposition de règlement vise ainsi à :

- Interdire aux intégrateurs de réduire ex-post le taux de rémunération fixé contractuellement et de n'autoriser que des ajustements à la hausse (primes) en fonction de performances objectives réalisées par l'éleveur.
- Permettre l'octroi de primes sur la seule base de paramètres prédéfinis dans le contrat et en exigeant des intégrateurs leur mise en œuvre selon un système de classement équitable entre les différents modes de production propres à chaque éleveur.
- Exiger des intégrateurs qu'ils fournissent des documents d'information précis sur les investissements qu'ils seront autorisés à demander à l'éleveur au cours de l'engagement contractuel. Ces informations devront notamment concerner les types d'investissement à effectuer, le fabricant ou le fournisseur auprès desquels les éleveurs devront s'adresser pour les accomplir, les délais de réalisation de l'investissement et l'éventuel cofinancement auquel ils pourront prétendre de la part de l'intégrateur.

Cette proposition de règlement sera soumise à commentaires publics pendant 60 jours après sa publication au Registre fédéral.

Alors que les éleveurs de volailles saluent très majoritairement la proposition de l'USDA, les industriels représentés par le National Chicken Council ([NCC](#)) s'y opposent fermement. Le NCC souligne notamment que l'application de ce règlement entraînera des coûts plus élevés pour les consommateurs car il découragera la performance et l'innovation dans ce secteur. Il estime également que la diminution de la concurrence entre les acteurs pourrait entraîner une chute du nombre d'emplois en poussant les meilleurs éleveurs à se retirer de cette filière.

Numérique et innovation

10. La FTC enquête sur la conformité aux règles de concurrence du partenariat entre Microsoft et Inflection AI

Selon le Wall Street Journal, la Federal Trade Commission (FTC) a [ouvert](#) une enquête sur un accord de licence conclu en mars entre Microsoft et la startup Inflection AI. Cette enquête vise à établir si cet accord (d'une valeur de 650 M\$) aurait été intentionnellement structuré afin de contourner les procédures de contrôle des concentrations. L'enquête portera sur les motifs et les modalités de cette transaction, à l'issue de laquelle le cofondateur d'Inflection AI ainsi que la majorité de son équipe ont été directement embauchés chez Microsoft. La FTC pourrait prononcer des sanctions pécuniaires ou imposer des mesures correctives à l'encontre de Microsoft à l'issue de son enquête.

Brèves

- En 2023, selon les données de Crunchbase, un quart du capital-risque américain, soit 34,7 Md\$, a été [investi](#) dans des startups cofondées par des femmes, contre 15 % en 2022. Cette augmentation est en grande partie imputable à plusieurs levées de fonds de plus de 1 Md\$ réalisées par des entreprises de l'IA cofondées par des femmes.
- À partir du 18 juin, YouTube [appliquera](#) des restrictions d'âge sur les contenus montrant des armes à feu artisanales et des armes automatiques. Les vidéos expliquant comment désactiver des dispositifs de sécurité seront quant à elles interdites.
- Scale AI, une startup spécialisée dans la gestion des données pour l'entraînement de modèles d'IA, a récemment levé 1 Md\$, portant sa valorisation à 14 Md\$. Le fonds Accel a mené ce round de financement avec la participation d'investisseurs existants tels que Wellington Management et Y Combinator ainsi que de nouveaux venus comme Amazon et Intel Capital. Alexandr Wang – dirigeant de Scale AI – prévoit un chiffre d'affaires récurrent annuel de 1,4 Md\$. Il prévoit en outre que Scale AI deviendra rentable d'ici la fin de 2024.

Santé

Brèves

- Le vaccin contre le virus respiratoire syncytial (ou « VRS ») de Moderna destiné aux adultes de plus de 60 ans a été [approuvé](#) le 31 mai par la Food and Drug Administration, faisant du vaccin le premier utilisant la technologie ARNm pour une maladie autre que le COVID-19.
- Illumina a [déclaré](#) le 3 juin que son conseil d'administration avait approuvé le projet de scission avec Grail, la société de dépistage précoce du cancer qu'elle a fondée, cédée, avant de la racheter en 2021 pour 8 Md\$. Cette opération a été par la suite contestée par les autorités de régulation antitrust aux États-Unis et en Europe.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)